

Anicet Le Pors "Cette réforme, c'est une privatisation de l'appareil d'État"

L'ancien ministre communiste de la Fonction publique, Anicet Le Pors, a été reçu mardi par les députés GDR. Ensemble, ils dénoncent les dangers d'une "captation de l'action publique par le privé et par la finance".



Photo Julien Jaulin/Hanslucas.

Quel est l'objectif de la réforme de la fonction publique portée par le gouvernement ?

"À terme, elle va conduire à une privatisation de l'appareil d'État, à une captation de l'action publique par le privé et par la finance", mesure

Anicet Le Pors.

L'ancien ministre de la Fonction publique, de 1981 à 1984, était mardi l'invité du groupe GDR à l'Assemblée nationale avant l'arrivée la semaine prochaine dans l'Hémicycle du projet de loi, déjà adopté en commission des Lois.

"Le statut actuel de la fonction publique doit beaucoup à deux communistes: Maurice Thorez et Anicet Le Pors", relève Stéphane Peu.

Pour le député PCF, l'ambition de l'exécutif n'est pas de s'attaquer frontalement à la définition de la fonction publique,

"mais, en ouvrant massivement le recours à des contractuels en lieu et place des fonctionnaires, Macron entend l'éteindre progressivement".

L'ancien ministre partage cet avis.

"Cela va brouiller ses finalités et son fonctionnement. D'autres objectifs que celui de l'intérêt général vont entrer en jeu. De nombreuses garanties vont voler en éclats: sur l'impartialité des fonctionnaires, sur l'égalité entre les femmes et les hommes, et sur le maintien à distance du clientélisme et de la corruption, par exemple", relève-t-il.

"L'idée est aussi d'imposer toujours plus une idéologie issue du privé", poursuit Stéphane Peu.

"Or l'on voit bien en ce moment, avec le procès France Télécom, que cela peut être lourd de conséquences. La perte de droits, le passage à un management privé et à une finalité qui n'est plus l'intérêt général mais la rentabilité sont destructeurs."

Dénoncer la diversion que représente la suppression de l'ÉNA

Les députés GDR ont ainsi préparé 45 amendements, la plupart de suppression.

"Le gouvernement s'efforce de présenter sa réforme comme purement technique. Lors des débats, nous voulons lever le voile sur ses dangers et son caractère idéologique", prévient Stéphane Peu.

Ils entendent aussi dénoncer la diversion que représente la suppression de l'ÉNA.

"Il vaudrait mieux réformer l'ÉNA, dont la création a été progressiste vis-à-vis du système de recrutement népotique qui existait jusque-là. En tant que ministre, j'avais par exemple ouvert une troisième voie d'accès, pour les militants syndicaux, les élus, les personnes du monde associatif. Elle a été noyée. Pourquoi ne pas la rouvrir?" s'interroge Anicet Le Pors.

"Il y a un véritable refus de l'exécutif de débattre sur le fond", tance André Chassaigne, président du groupe, qui fustige les quelque 80 renvois à des décrets prévus, pour enjamber la représentation nationale.

"Je note aussi que ce projet ne combat absolument pas le pantouflage et le rétropantouflage. C'est-à-dire le va-et-vient des hauts fonctionnaires entre le public et le privé. Des inspecteurs des finances qui vont dans le privé, cela se fait depuis des années. Mais aujourd'hui de plus en plus ils reviennent. Pourquoi? Quels sont leurs objectifs? Cela veut dire que le privé met la main, ou tente de le faire, sur l'action publique", souligne Anicet Le Pors, qui soumet une proposition: "rendre la sortie de la fonction publique très onéreuse et irréversible".

Il insiste également pour ne pas rester sur la défensive :

"Il faut montrer que le statut général des fonctionnaires doit devenir la référence sociale pour tous, y compris dans le privé."

Aurélien Soucheyre